



PHOTO: RK

La loi du coffre-fort:
Sophistication des instruments financiers
et absence de transparence ont permis
d'accumuler discrètement des profits
fabuleux - et des dettes pourries qui ont
conduit à la crise actuelle.

d'un taux de chômage durablement plus élevé comme conséquence de la crise est posée. Or, dans un tel scénario, ce n'est pas seulement la reprise qui se retrouve menacée, mais l'ensemble du modèle de croissance de l'après-guerre. En effet, la demande était tirée par les salaires croissants de l'ensemble de la population. De surcroît, l'exclusion d'une frange importante de la population du marché du travail menacerait aussi la cohésion sociale - qui constitue le cadre indispensable à toute activité économique sophistiquée. Ce dernier aspect est à peine effleuré par le très libéral Economist, mais les passages sur l'intérêt de créer des emplois dans le public ou sur la perte de légitimité du modèle anglo-saxon mettent en évidence la lucidité de ses auteurs - ou le fait que les temps ont changé.

Grands changements

Face à ces menaces persistantes, des modèles socio-économiques inédits devront être proposés, comme l'ont été dans les années 30 le « New Deal » ou les fascismes. Notons que le « succès » de ces modèles était moins pertinent dans le domaine de l'économie que dans celui de la « cohésion sociale » - en attendant la grande machine à créer du « lien social » et à légitimer les dépenses pu-

bliques qu'a été la Deuxième Guerre mondiale, qui a permis de résorber définitivement le chômage et les surcapacités de production.

Aujourd'hui, on n'en est pas encore là, et prédire que la crise va finir en grande dépression ne serait pas plus honnête que de jurer qu'elle est passée. Mais tout comme les événements d'il y a 80 ans ont favorisé l'affirmation de puissances nouvelles ou renouvelées comme le Japon, l'Allemagne et l'Union soviétique, la crise présente devrait accélérer l'érosion de la domination occidentale sur le monde.

Du point de vue politique, cela est symbolisé par le remplacement du G8 par le G-20, englobant notamment la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres grands « pays émergents ». Mais les aspects économiques de ce déplacement du centre de gravité mondial ne sont pas moins réels. Dans l'annuaire Ramses, on parle de « déséquilibres profonds » en évoquant la consommation américaine fondée sur l'endettement et financée par l'épargne asiatique. Ce cercle « non vertueux mais apparemment efficace » a contribué à gonfler les bulles spéculatives.

Or, suite aux expériences de la crise, les Etats-Unis doivent s'estimer heureux si le cours du dollar ne s'effondre pas trop brutalement. Pas question en tout cas de revenir au modè-

le ancien. Pour résumer, les experts s'accordent à dire qu'à l'avenir les Américains devront dépenser moins et les Chinois plus. Or, un tel changement va bien au-delà des comportements de consommation, il implique un rééquilibrage du partage des richesses, une perte d'importance des marchés occidentaux et la fin de l'ère du dollar comme monnaie de réserve mondiale - les Etats-Unis perdant les bénéfices liés à ce statut.

L'autre évolution profonde est l'ébranlement de la légitimité du discours libéral, commencé il y a une décennie avec les débuts du mouvement altermondialiste. Bien sûr, de nombreux économistes et politiciens sont convaincus qu'il suffira de pallier les dysfonctionnements des marchés financiers pour conserver ensuite le modèle libéral imposé pendant les années 80. Mais la gauche radicale ne l'entend pas de cette oreille, et profite de l'occasion pour accuser le système capitaliste dans son ensemble. Toutefois, quand il s'agit de décrire un système alternatif, elle se montre bien plus prudente qu'en 1929 - l'expérience peu glorieuse du système soviétique est passée par là.

A mi-chemin entre ces points de vue, l'économiste André Orléan ne souhaite pas sacrifier les mécanismes de circulation du capital, mais estime que la croyance en l'efficacité des

marchés financiers conduit forcément à des dysfonctionnements. Dans Alternatives économiques Orléan critique les analyses dominantes : « Toutes les institutions auraient fauté sauf une, étrangement, le marché lui-même. » Et il propose des mesures non moins drastiques que celles prises après 1929, avec la stricte séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement : « un cloisonnement des activités financières par métiers, en distinguant par exemple l'immobilier, le crédit à la consommation, le financement des entreprises ».

En attendant qu'un aggravement de la crise impose ce type de mesures, la tendance est à un retour à la myopie habituelle. Au Luxembourg, le secteur financier espère pouvoir continuer à profiter du système financier tel qu'il était avant la crise et compte sur le gouvernement pour empêcher des réglementations européennes trop strictes. Ce même gouvernement qui souhaite optimiser, pour le monde de l'après-crise, sa compétitivité qu'il considère surtout comme un rapport entre salaires et productivité. Le monde de l'après-crise se remettra-t-il à tourner comme auparavant, et à assurer la prospérité du Luxembourg ? Rien n'est moins sûr.